

Communiqué de presse 6 mai 2025

À mort les personnes retraitées !

Ça va finir comme ça, cette course aux « économies » budgétaires sans augmenter les impôts (des plus riches). Pendant des années, ça a été la dette qui allait peser sur nos enfants, qui montrait que notre pays vivait au-dessus de ses moyens, et que, donc, il fallait privatiser, fermer des administrations, des services publics, des gares, des écoles, des cliniques, des perceptions, des commissariats de police, des lits dans les hôpitaux, etc. Et qu'il était possible de faire des économies en gelant les pensions des personnes retraitées. Il y a un peu plus de 10 ans, François Hollande nous a rappelé ainsi combien il était au service de la finance et des financiers quand il a mis en place sa « réforme des retraites » qui a augmenté la durée de cotisation. Ça a recommencé avec Macron et le gel des pensions en 2018. Du fait de nos protestations, ils sont allés faire une différence entre les personnes retraitées « pauvres » et celles « à l'aise et riches » selon qu'elles étaient au-dessous ou au-dessus de 2 000 euros par mois. Et les personnes ayant une retraite de 2 300 euros par mois, ni vu ni connu, elles étaient riches ! Les mêmes qui portaient ces discours et appliquaient ces politiques ne nous parlaient pas des milliardaires, qui sont de plus en plus nombreux de par le monde et notamment en France. Il fallait continuer de supprimer les impôts qui pouvaient les viser. C'est d'ailleurs ce qu'avait fait Macron, dès l'été 2017, en supprimant l'ISF et en mettant en place l'impôt forfaitaire plafonné sur les revenus boursiers et les portefeuilles des actionnaires. Lui ne cachait pas qu'il était passé chez Rothschild.

Maintenant c'est toujours la dette et c'est aussi la guerre qui est aux portes de l'Europe, et qui montre que l'urgence, c'est de défendre notre territoire, et notre modèle social, en continuant de bazarder la sécu et de vendre « nos » entreprises aux capitaux extérieurs. Et les discours mettant en cause « tous les privilèges des personnes retraitées » ne cessent d'enfler au fur et à mesure que se préparent le PLF 2026 et le PLFSS 2026. Le Medef n'est pas en reste pour faire des propositions « courageuses » : en gelant les retraites sur une année, il est possible d'économiser 4 milliards d'euros, en supprimant l'abattement des 10% des personnes retraitées pour le calcul de leur impôt sur le revenu, il est possible d'économiser 5 milliards ! En passant, les mensonges sont de mise : les 10% deviennent des 10% « pour frais professionnels », ce qui, vous le concevez, est anormal et qu'il faut donc supprimer ! Non, les 10%, c'est parce que les personnes retraitées, leur revenu est totalement connu par le fisc, d'ailleurs, elles reçoivent leur déclaration pré-imprimée où tout est déjà marqué. Si on supprime ça, il faut aussi supprimer la fraude des « indépendants », des « chefs d'entreprises », des « professions libérales », il faut supprimer les paradis fiscaux et multiplier les contrôles fiscaux. Nous sommes très loin des comptes.

La prochaine étape, ça pourrait être de ne pas verser les pensions pendant une année pour économiser 353 milliards. Ça permettrait d'éponger la dette et de payer les industriels de l'armement. Il nous sera dit que les personnes retraitées ont de l'épargne et que 70 % ont leur logement. Pendant la crise sanitaire, nous avons entendu des « experts » s'étonner du gel d'une partie de l'économie, tout ça pour retarder la mort de personnes retraitées, qui, de toute façon, allaient mourir dans les prochains mois.

Il n'est pas inutile de rappeler que tous ces propos, c'est pour maintenir et renforcer les privilèges des privilégiés, la concentration des revenus et des patrimoines dans les mains d'une minorité.

Les personnes retraitées n'ont pas la mémoire courte. Elles vont continuer de s'opposer aux politiques qui organisent leur recul social.